Projet d'accord

Considérant l'attachement des partenaires sociaux aux **régimes de retraite gérés en répartition** et la nécessité d'assurer leur équilibre technique sur le moyen-long terme,

Considérant la volonté des partenaires sociaux d'assurer la pérennité des **régimes de retraite complémentaire Agirc et Arrco** et donc de garantir leur équilibre financier, à moyen – long terme, en dépit d'un contexte économique incertain ;

Considérant la nécessité de rechercher ainsi un **équilibre** entre le maintien d'un bon niveau de pension aux retraités, la garantie d'un rendement équitable, entre les générations, et la nécessité de préserver la compétitivité des entreprises, facteur du maintien de l'emploi et condition du financement de la protection sociale ;

Considérant qu'il convient donc de rechercher d'abord des **mesures conservatoires**, susceptibles de préserver les perspectives financières des régimes, d'ici 2017 ; mais aussi de **préparer, par des mesures structurelles, un horizon plus lointain**, en cohérence avec les évolutions prévisibles des régimes de base ;

Vu la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, ses annexes et ses avenants,

Vu l'accord du 8 décembre 1961, ses annexes et ses avenants,

Vu l'accord du 10 février 2001 créant l'Association pour la gestion du fonds de financement de l'Agirc et de l'Arrco (AGFF) et ses annexes,

Les organisations signataires conviennent d'adopter les dispositions suivantes :

I. Mesures conservatoires

A. Mesures relatives aux prestations

Article 1 - Valeur de service du point : La valeur de service du point Agirc et la valeur de service du point Arrco évolueront, à compter du 1^{er} avril 2013 selon les modalités suivantes :

- la première année, la valeur de service du point Agirc et du point Arrco sera fixée en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, moins 1,5 point ;
- les années suivantes, **2017** inclus, la valeur de service du point Agirc et du point Arrco sera fixée en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, **moins 1 point**.

Article 2 - Salaire de référence : Le salaire de référence servant au calcul et à l'inscription du nombre de points des participants des régimes Agirc et Arrco sera fixé, à compter de l'exercice 2013, selon les modalités suivantes :

- la première année, le salaire de référence servant au calcul et à l'inscription du nombre de points des participants des régimes Agirc et Arrco sera fixé en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, moins 1,5 point ;
- les exercices suivants et jusqu'à l'exercice **2017** inclus, le salaire de référence servant au calcul et à l'inscription du nombre de points des participants des régimes Agirc et Arrco sera fixé en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, **moins 1 point.**

Article 3 - Âge et taux de la réversion :

Compte-tenu de l'arrivée aux âges de départ à la retraite de générations de femmes ayant des carrières plus complètes, les parties considèrent d'adapter progressivement les paramètres correspondant et conviennent d'ores et déjà de fixer le taux de réversion des régimes complémentaires à 56 % à compter du 1^{er} janvier 2014 pour une liquidation à 60 ans.

La liquidation est néanmoins possible à partir de 55 ans à un taux de 51,3 % ; 52,3 %, pour une liquidation intervenant à 56 ans ; 53,2 % à 57 ans ; 54,1% à 58 ans ; 55,1 % à 59 ans.

Article 4 - Proratisation en fonction de la durée du mariage : Toutes les pensions de réversion seront, en cas de décès intervenu à compter du 1^{er} janvier 2014, calculées en fonction du rapport entre la durée de chaque mariage et la durée d'assurance nécessaire pour l'obtention d'une retraite à taux plein au régime de base applicable à la génération de l'assuré décédé, sans pouvoir excéder 1 au global, pour un même assuré.

B. Mesures de trésorerie

Article 5 - Versement mensuel des cotisations : Les entreprises de 10 salariés et plus, qui versent mensuellement leurs cotisations aux URSSAF, en application de l'article R 243-6 du code de la Sécurité sociale, verseront également mensuellement les cotisations dues aux institutions Agirc et Arrco, à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6 - Écrêtement des réserves : Les réserves disponibles des fonds de gestion et des fonds sociaux, constatées au 31 décembre 2012, sont affectées aux réserves techniques des

régimes, pour la part qui excède respectivement 9 mois de charges d'exploitation nettes de l'année 2012, ou 9 mois de charges totales d'action sociale, pour cette même année.

C. Mesures relatives aux ressources

Article 7 - Prise en charge des droits pour les chômeurs : Les partenaires sociaux conviennent d'engager des négociations tripartites avec l'Etat et l'UNEDIC sur la prise en charge des droits relatifs aux chômeurs et décident en tout état de cause que les régimes complémentaires cesseront de prendre en charge, à compter du 1^{er} janvier 2015, la part des droits ouverts aux chômeurs sans contrepartie financière.

Article 8 - Contribution sur les allocations AGFF : A compter du 1^{er} avril 2014, les prestations au titre de l'AGFF seront affectées d'une contribution de solidarité dont le taux évoluera en fonction de la date d'effet de la liquidation, par pas annuel de 1%, de 1% en 2014 jusqu'à 5% en 2018.

II. Orientations pour le moyen et long termes

Les partenaires sociaux décident d'engager une réflexion sur les orientations à prendre pour le moyen- long terme, estimant qu'elles ne sont pas dissociables des mesures « conservatoires ». Ils expriment en conséquence ci-dessous les principes sur lesquels ces orientations reposent.

II.1 Mettre en œuvre une réforme structurelle pour un nouveau modèle à horizon 2019

Un groupe de travail sera mis en place pour réfléchir à différents axes déterminant le nouveau modèle :

- *un nouveau modèle, par répartition et à caractère contributif, assurant une meilleure lisibilité et confortant le pacte intergénérationnel ;*
- *un dispositif de pilotage sur le long terme, fondé sur des rendez vous périodiques et l'examen d'indicateurs pertinents (un objectif de réserves, lien avec la croissance et le taux de rendement).*
- *la poursuite du rapprochement des deux régimes AGIRC et ARRCO, avec pour objectif la convergence des paramètres de gestion*
- *la réaffectation partielle de l'obligation de cotisation à la prévoyance prévue pour les cadres, vers une affectation à un dispositif de retraite supplémentaire facultatif piloté par les partenaires sociaux*

- *des efforts en termes de coûts de gestion : la rationalisation des coûts de gestion des institutions de retraite complémentaire doit se poursuivre. Cet objectif implique :*
 - *d'une part une gestion par les GPS, mais pour le compte du GIE ;*
 - *d'autre part, une rationalisation des structures et en particulier la poursuite des regroupements des GPS.*

II.II Identifier et anticiper les mesures paramétriques nécessaires pour assurer la pérennité du nouveau modèle

- *Les partenaires sociaux conviennent d'examiner, au cours du second semestre 2014, la question des ressources des régimes de retraite complémentaire au regard du poids des charges sociales pesant sur les entreprises et de la pérennité du modèle futur.*
- *Sans attendre les mesures en préparation dans le cadre de la réforme des retraites et sans préjudice d'un réexamen dès que ces mesures seront connues, ils modifieront, pour les seules retraites complémentaires, les conditions de prise en charge des pensions par l'AGFF à partir de 2019, pour reculer progressivement l'âge à partir duquel il est possible de liquider sa retraite complémentaire sans abattement dès lors que l'on a liquidé sa retraite de base à taux plein.*

Dispositions d'application : Les dispositions du présent accord, pour ses articles 1 à 8, feront l'objet d'avenants correspondant à l'Accord du 8 décembre 1961 et à la Convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 ainsi que, le cas échéant, de délibérations des Commissions paritaires nationales.